

**WA 05/04 États-Unis (Guantánamo Bay) // 7 janvier 2004 AMR 51/004/2004**

---

**1. Title**

États-Unis. Certains détenus de Guantánamo sont confrontés à un double risque

**2. Extract**

Détenus depuis deux ans parfois, en dehors de tout cadre juridique, sans avoir obtenu d'explications ni pu consulter un avocat ou voir leur famille, certains détenus de Guantánamo risquent aujourd'hui de connaître un sort encore plus terrible : être torturés ou exécutés dans leur pays d'origine.

**2. Summary**

Au cours de leur détention à l'isolement, les prisonniers de Guantánamo Bay n'ont pas été autorisés à rencontrer un avocat, à voir leur famille ni à comparaître devant un tribunal. Aujourd'hui, même si certains sont finalement libérés sans inculpation, ils pourraient être victimes d'une nouvelle injustice prenant la forme d'une détention indéfinie sans jugement, d'actes de torture ou d'une exécution dans leur pays d'origine.

Nombre des détenus de Guantánamo viennent de pays que le gouvernement des États-Unis a condamnés pour avoir commis de graves violations des droits humains. Qualifiés de « *terroristes* » et de « *tueurs* » par de hauts responsables américains, quel sort attend les détenus libérés de Guantánamo ? Pour certains, un retour au pays afin de tenter une nouvelle vie ; pour d'autres, peut-être un nouveau placement en détention et d'autres violations des droits humains aux mains de leur propre gouvernement.

Un certain nombre de ressortissants saoudiens ont d'ores et déjà été renvoyés dans leur pays, où ils risquent d'être torturés ou jugés de manière totalement inéquitable. Selon certaines informations, les autorités américaines se prépareraient à libérer plus de 100 détenus de la base de Guantánamo, y compris un nombre inconnu de membres de l'ethnie ouïghoure qui pourraient être renvoyés en Chine.

S'ils ne sont pas inculpés d'une infraction pénale et jugés dans le cadre d'un procès équitable, les détenus de Guantánamo doivent être remis en liberté. Mais ils doivent aussi être protégés contre toute nouvelle atteinte aux droits humains.

**3. Recommended Action**

Veuillez écrire dès aujourd'hui au président George W. Bush afin de demander justice pour les détenus de Guantánamo. Vous pouvez vous inspirer de la lettre ci-dessous.

**4. Sample Letter**

Monsieur le Président,

Cela fait maintenant deux ans que les premiers prisonniers ont été transférés à Guantánamo Bay. Cette détention prolongée et indéfinie est contraire à un principe fondamental du droit, qui veut que tout individu soit autorisé à contester le bien-fondé de sa détention. Vous avez promis à de nombreuses reprises que les États-Unis défendraient fermement les « *exigences non négociables de la dignité humaine* », notamment le respect du droit. Pour beaucoup, ces mots semblent être de vaines paroles, étant donné qu'aucune procédure judiciaire n'est appliquée aux détenus de Guantánamo.

Je vous demande de faire en sorte que toutes les personnes détenues à Guantánamo soient libérées si elles ne doivent pas faire l'objet d'une inculpation et d'un procès équitable. Je ne crois pas qu'un procès instruit par une commission militaire, tel que le prévoit le Décret militaire que vous avez signé, serait conforme aux normes internationales.

Je suis aussi préoccupé(e) par le sort des détenus qui risquent de faire l'objet de graves violations des droits humains s'ils sont renvoyés dans leur pays ; je pense en particulier aux

Ouïghours qui pourraient être renvoyés en Chine. Je crains qu'en qualifiant les détenus de « *terroristes* » et de « *tueurs* » dans des déclarations publiques, vous-même et d'autres hauts responsables américains n'ayez fait s'accroître ce risque.

Je vous prie instamment de veiller à ce que nul ne soit renvoyé dans un pays où il risque d'être victime de graves violations des droits humains.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

## **5. Target Contact Details**

George W. Bush

The President

The White House

1600 Pennsylvania Avenue

Washington DC 20500

États-Unis

Fax : +1 203 456 2461

Courriel : [president@whitehouse.gov](mailto:president@whitehouse.gov)\*

\* Attention, cette adresse ne fonctionne pas toujours.

Veillez nous faire savoir si vous participerez à cette action en envoyant un courrier électronique à [cc.appeals@amnesty.org](mailto:cc.appeals@amnesty.org)